



Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Préparation budgétaire 2013 du Conseil Régional PACA Non à l'austérité décentralisée !

Les exigences de changements de politique exprimés à l'occasion des élections présidentielles et législatives imposent aux élus de gauche des responsabilités nouvelles.

Dans ce contexte, les conseils régionaux préparent leurs budgets 2013.

Ces budgets devraient être ceux du renouveau et de la relance des projets et de l'économie de nos territoires.

Ils devraient donner aux régions, comme aux autres collectivités, un nouveau souffle ainsi que la possibilité de répondre aux attentes et aux besoins croissants des populations.

Ils devraient marquer une rupture avec l'austérité imposée aux collectivités territoriales par le précédent gouvernement et concrétiser le retour de marges de manœuvre nécessaires à la mise en œuvre de nos compétences obligatoires et à la poursuite de nos politiques volontaristes reconnues utiles et efficaces.

En effet, la décennie que nous venons de traverser, avec l'épreuve de la présidence Sarkozy, a rendu exsangues les finances régionales et réduit à néant les leviers fiscaux qui permettaient aux conseils régionaux de ne pas être exclusivement dépendants de dotations de l'Etat gelées ou en diminution.

Poursuivre la politique de la droite, sans marge fiscale, dont le but était la remise en cause de la décentralisation et le contrôle étatique des collectivités locales en imposant la RGPP, conduirait à asphyxier les finances de la Région par une inflation de son endettement et à tourner le dos aux engagements que la majorité de gauche a pris aux régionales de 2010 et lors de la dernière présidentielle

Cependant, ce que nous pensions être la conséquence locale des politiques de l'UMP alors au pouvoir n'est aujourd'hui pas remis en cause par le nouveau gouvernement PS/EELV, pourtant seul à même de pouvoir mettre un terme à cette mise au pas des collectivités décidées par N. Sarkozy.

Ce n'est pas pour cela que nous avons voté François Hollande !

Le changement doit être rapide pour les conseils régionaux et les autres collectivités sous peine que nous ne soyons obligés de renier nos engagements.

Les élus du groupe Front de Gauche du Conseil régional refusent de voir l'austérité et la rigueur décentralisées en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le pouvoir sarkozyste ne respectait pas les régions, son seul but était de les supprimer, de remplacer les conseillers régionaux par des élus croupions moitié région – moitié département, ces conseillers territoriaux devaient être déconnectés de la politique.

L'engagement d'abroger la réforme territoriale doit être respecté dans sa totalité et cela ne sera efficace qu'avec une réforme globale de la fiscalité qui redonne aux collectivités, et en particulier aux régions, des marges de manœuvres budgétaires et donc les moyens de faire de la politique.

L'année dernière, nous avons évalué à 193 millions d'euros la dette de l'Etat envers la région PACA, c'est le montant du titre de recettes voté en séance plénière par toute la gauche et les écologistes à l'occasion du budget 2012 à l'initiative du groupe Front de gauche.

Rien n'ayant changé entre l'Etat et les collectivités, ce qui était vrai l'année dernière est toujours vrai cette année !

Contrairement à ce que serine la droite, ces 193 millions sont utiles pour maintenir un haut niveau d'activités en PACA.

Cette année deux lycées neufs, à Marseille et à Drap, ouvrent et d'autres lycées ont été rénovés. Ce sont des dizaines de millions d'euros investis pour améliorer les conditions d'accueil et d'études des jeunes et des incidences positives directes dans l'économie régionale, particulièrement dans l'emploi.

Et que dire des travaux ferroviaires assurés pratiquement à 100% par les régions ? Des financements de la formation professionnelle, du soutien apporté aux entreprises, même s'il conviendrait sûrement de l'encadrer davantage ?

Ces investissements publics sont indispensables au fonctionnement de l'économie, à la sauvegarde de l'emploi et à la lutte contre les inégalités.

Ils ne peuvent souffrir de baisses drastiques sous peine de déstabiliser l'ensemble du tissu économique régional et appellent au contraire à des choix politiques ambitieux et courageux.

Pour sortir de la crise, il faut sortir de l'austérité !

La droite dénonce le fonctionnement des conseils régionaux comme si nous dépensions sans compter l'argent des contribuables. Mais le fonctionnement c'est le coût des TER, les constructions et rénovations des lycées, la tarification sociale dont la carte solidarité, la gratuité des livres pour les lycéens, la réhabilitation thermique des logements sociaux, la remise à niveau des salaires et des conditions de travail des agents des lycées ou encore la réduction de la précarité...

En deux ans, les propositions portées par le groupe Front de Gauche au Conseil Régional PACA ont rencontrées un large écho, ce qui a permis de nombreuses réalisations :

- La gratuité des TER, LER et Chemins de Fer de Provence pour les scolaires dans leur déplacement domicile / école et la réduction du coût des autres déplacements de 50% ;
- La rénovation de la ligne des Chemins de fer de Provence (Nice – Digne) ;
- La tarification sociale de la restauration scolaire pour les lycéens boursiers qui permet une économie d'environ 90 euros annuels aux familles les plus en difficulté ;
- La réduction des subventions de la Région aux communes ne respectant pas la loi SRU en matière de logement social et la création d'un fond dédié au logement des jeunes ;
- La signature d'un contrat social entre le Président du Conseil Régional et les syndicats incluant la résorption de la précarité ;
- La création de l'Espace Public Régional de l'Eau (EPRE) dont l'objectif est de favoriser le retour en régie publique directe de l'eau ;
- L'accompagnement des salariés en lutte pour l'emploi, avec notamment le soutien apporté aux Fralib ;
- La préservation du budget alloué aux politiques culturelles.

Nous sommes aujourd'hui au milieu du gué. Si des avancées ont été obtenues, il est plus que jamais urgent de renforcer l'intervention citoyenne active pour faire face aux urgences sociales, économiques et environnementales qui frappent notre territoire.

Pour ce faire, le groupe Front de Gauche sera à l'offensive pour la mise en œuvre rapide des propositions suivantes :

- La gratuité des transports régionaux pour tous les jeunes de moins de 26 ans, les chômeurs et les bénéficiaires de la carte solidarité et l'ouverture d'un grand débat sur la gratuité totale ;
- Le passage en régie publique des Chemins de Fer de Provence à l'issue de l'actuelle délégation de service public qui prendra fin le 31 décembre 2013 ;
- La réouverture des lignes ferroviaires Carnoules-Gardanne et Digne-Saint Auban ;
- L'extension de la tarification sociale de la restauration scolaire pour tous les lycéens dont les familles bénéficient de l'Allocation de Rentrée Scolaire ;

- La mise en œuvre de critères basés sur un strict respect du principe de laïcité et interdisant de ce fait toute subvention à une association dont le lien avec un culte peut être établi de par ses statuts et/ou ses activités ;
- L'organisation d'Etats-Généraux de la Région sur le thème de l'accès aux soins ;
- Un bilan chiffré des engagements financiers de notre collectivité à l'égard des pôles de compétitivité et des PRIDES et leurs retombées en termes d'emploi ;
- L'instauration de critères sociaux pour cadrer les interventions en direction des entreprises visant à assurer la pérennité des emplois créés et/ou sauvegardés et des conditions de travail décentes aux salariés : égalité salariale entre homme et femme, encadrement du recours à aux contrats précaires (CDD, intérim, temps partiel imposé), respect des droits syndicaux...
- Le renforcement du tissu industriel à travers la mise en place d'assises de l'industrie et de l'emploi et la création d'une filière de déconstruction des navires ;
- L'organisation d'un référendum d'initiative populaire sur le projet indispensable de création d'une nouvelle ligne ferroviaire ;
- La mise en œuvre du plan climat territorial notamment dans les lycées et la poursuite de la réhabilitation thermique des logements sociaux ;
- La poursuite de l'élaboration du SRADT avec deux objectifs prioritaires : la lutte contre l'extension de la pauvreté en PACA et l'action pour le développement du logement social.

Nous agissons enfin pour que le budget régional soit soumis au vote des élus chapitre par chapitre, comme cela se pratique dans de nombreuses collectivités, et non dans sa globalité.

Cela permettra à chacun d'identifier dans le détail les politiques et les budgets qui se rapportent à l'ensemble des champs d'action de notre collectivité et permettra de renforcer ainsi la lisibilité de l'action régionale.

C'est cela l'enjeu du budget 2013 et des suivants.

En l'état actuel, il apparaît que nous sommes loin du compte et les seules réflexions portant sur une réduction aveugle des dépenses ne recueilleront pas notre aval tant la situation à laquelle doivent faire face les habitants de notre région impose que nous soyons à la hauteur des enjeux.

Les élus du Front de Gauche ne souhaitent pas dépenser plus pour dépenser plus, mais ils osent croire qu'avec la défaite de la droite, avec l'ensemble des pouvoirs concentrés dans les mains du PS et de ses alliés écologistes, ceux-ci respecteront les engagements pris.

Les engagements que nous avons portés ensemble à l'occasion du deuxième tour des élections régionales mais également ceux pris par François Hollande et le PS à l'occasion de l'élection présidentielle.

Le changement ne peut être que de façade, c'est d'une autre politique sociale, économique, écologique dont le peuple a besoin, ainsi que d'un renouveau démocratique même s'il est vrai que la façon dont est imposé le pacte européen n'augure rien de bon de ce côté-là.

Et si le changement est indispensable, il ne pourra se faire sans la participation active de notre peuple qui est prêt à se mobiliser et à imposer le rapport de force nécessaire pour faire taire les exigences du patronat et l'arrogance de la droite revancharde.

Il faudra, par exemple, dans notre région, faire reculer la direction d'Unilever qui s'attaque aux salariés de Fralib et menace le gouvernement français en satisfaisant notamment à la volonté de reprise de l'usine par ses salariés.

Pour tout cela, bien sur l'intervention citoyenne, la volonté populaire est indispensable. Elle constitue un levier politique essentiel. Associée à des pratiques démocratiques renouvelées, elle peut mettre l'intérêt général au cœur des enjeux politiques et sociaux.

C'est pourquoi, convaincus de cette nécessité, nous retournons comme chaque semestre à la rencontre des habitants dans tous les départements de la région pour échanger, proposer, et débattre avec eux des urgences auxquelles doit faire face notre territoire.

Seul groupe d'élus à avoir mis en place cette démarche lors de la préparation des deux précédents budgets de la Région, nous appelons une nouvelle fois, les élus socialistes et verts à se joindre à nous et à permettre ainsi une véritable coélaboration citoyenne des politiques régionales.